

MANIFESTATION SAMEDI 18/02 à 14H au parvis des droits de l'homme

« Démocratie : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ? »

La nuit du 12 février, 199 député-e-s grecs ont voté les nouvelles mesures imposées par la Troïka (UE, BCE, FMI) qui plongent le pays dans un chaos et une misère encore plus profonde. 101 député-e-s ont désapprouvé soit la totalité, soit une partie de ce nouvel accord. Sous la menace de la faillite et absolument conscients que le parlement n'allait pas décider, mais seulement ratifier les diktats, la majorité des député-e-s a cédé au chantage. Alors que dans tout le pays le peuple exprimait son opposition aux projets monstrueux des créanciers, le parlement accordait aux banques le droit de mort et de vie sur le peuple grec, tout en admettant que ce n'est plus aux institutions politiques ni aux élu-e-s de gouverner. Au delà du drame que vit la Grèce, cette évolution constitue le renversement le plus flagrant du système et des traditions politiques européennes ; et, en tant que tel, il annonce l'avenir de toute l'Europe. Contrairement à ses députés, la population du pays n'a pas cédé face à ce chantage. A Athènes et partout dans le pays, le peuple qui résiste a inondé les rues. Encore une fois la seule réponse du gouvernement a été la répression.

Alors que les politiques d'austérité ne font qu'exploser la dette publique, on impose au peuple grec encore plus de mesures suicidaires :

- La réduction du SMIC de 22%, pour gagner 450 euros par mois net et 586 brut, contre 751 euros brut jusqu'alors ; Pour les jeunes, la réduction s'élève à 35%.
- L'abolition des conventions collectives, par branche et par métier, qui sont remplacées par des contrats individuels au niveau de l'entreprise.
- L'application rétroactive de toutes les réductions à partir de janvier 2012, des salaires, retraites et allocations chômage (qui passent de 461 euros/mois à 359, touchable uniquement pendant un an).
- La baisse de la retraite minimum à 392 euros/mois (contre 503 euros aujourd'hui).
- Le licenciement de 150.000 fonctionnaires de 2012-2015, dont 15.000 d'ici la fin 2012.
- L'abolition du statut du fonctionnaire.
- Le démantèlement de l'Etat social et la liquidation de toute la richesse du pays pour 50 milliards d'euros par la privatisation.

Ces mesures viennent s'ajouter à bien d'autres imposées et appliquées depuis plus de deux ans. Les salaires et les retraites ne font que baisser, les impôts directs et indirects ne font qu'augmenter, alors que le chômage devient le quotidien de plus en plus de grecs.

Au niveau social, le peuple grec fait face à des phénomènes de misère et de pauvreté qu'il n'avait pas vécus depuis l'occupation. Les faits sont accablants, selon « Médecins du monde » le centre ville d'Athènes vit une véritable crise humanitaire : une personne sur dix se nourrit aux soupes populaires, le ministre de l'éducation met en place la distribution de repas gratuits dans certaines écoles en réponse aux nombreux évanouissements d'élèves pour cause de malnutrition.

Les nouvelles mesures imposées vont non seulement perpétuer le cycle infernal de la récession qui conduit tout droit à l'explosion du déficit public et au défaut de paiement, mais elles vont, partout en Europe, accentuer la baisse des salaires et des dépenses publiques, et ce à un moment où le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter dans tous les pays, y compris en Allemagne. Ce que les élites de la finance n'ont pas envie de comprendre c'est que c'est le modèle économique qui ne fonctionne pas.

La Grèce est le laboratoire de l'austérité en Europe ! Résistons partout en Europe ! Solidarité avec le peuple grec ! Non au sacrifice des peuples sur l'autel de la finance !